L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 23 SEPTEMBRE.

Les funérailles de M. Thiers.

LE GOUVERNEMENT ET MADAME THIERS.

PAS DE CÉRÉMONIES OFFICIELLES.

Le *Journal officiel* du 8 septembre publie en tête de sa partie officielle le document suivant :

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Monsieur le président,

Vous inspirant d'un sentiment auquel le pays s'était associé, vous avez ordonné que les funérailles de M. Thiers seraient faites par les soins et aux frais de l'Etat, et, conformément à vos ordres, j'ai eu l'honneur de faire remettre à Mme Thiers le texte de votre décret et du rapport qui l'avait précédé.

L'accueil fait à cette communication m'autorisait à penser que rien ne viendrait faire obstacle à l'exécution d'une décision qui n'avait d'autre but que de rendre un suprême honneur à la tombe de votre illustre prédécesseur.

Mais aujourd'hui, monsieur le président, la famille de M. Thiers m'a fait déclarer qu'elle ne croyait pouvoir accepter cet honneur qu'à la condition de régler elle-même l'ordre d'une cérémonie d'Etat que la loi vous interdit d'abandonner à une direction privée, et qui perdrait, d'ailleurs, par cela même, son caractère national.

Je suis donc obligé, monsieur le président, de vous proposer de rapporter le décret dont il s'agit. Mais je ne puis le faire sans exprimer en même temps le regret profond que des conditions, dont je n'ai pas d'ailleurs à apprécier ici le caractère, aient rendu impossible l'hommage solennel que vous vouliez, au nom de la nation entière, rendre à une grande mémoire.

Je suis avec respect, monsieur le président, votre très humble et obéissant serviteur.

Le ministre de l'intérieur,
DE FOURTOU.

Approuvé :
Le président de la république,
MARÉCHAL DE MAC MAHON,
DUC DE MAGENTA.

D'autre part, la communication suivante vient d'être adressée aux journaux par MM. Barthélemy Saint-Hilaire, Mignet, Jules Favre et Calmon, représentants de Mme Thiers :

Hier soir, mercredi 5 septembre, à huit heures, MM. Voisin, préfet de police, et Molard, chef du protocole, se sont rendus chez Mme Thiers, pour s'entendre avec elle sur les mesures à prendre au sujet des funérailles de M. Thiers. MM. Mignet, Jules Favre, Barthelemy Saint-Hilaire et Calmon, chargés par Mme Thiers de se concerter avec M. le préfet de police et M. Molard, leur ont remis la pièce suivante :

"Mme Thiers accepte avec reconnaissance tous les honneurs qui seront rendus à son mari, ancien président de la république française.

"Elle accepte la fixation à samedi 8 septembre.

"La famille tient à payer les funérailles.

"Elle demande l'église de la Madeleine.

"Elle demande à rester maîtresse du cortége (sans s'occuper, bien entendu, des troupes et de la police).

"Elle veut que les cordons du poêle soient tenus par deux membres de l'Institut, par l'ancien président de la Chambre des députés et par d'anciens ministres de M. Thiers. Des discours seront prononcés par les membres de l'Institut, par M. Grévy et un ou deux ministres de M. Thiers. Il n'en sera pas prononcé d'autres."

MM. Voisin et Molard ont répondu qu'ils allaient en référer à M. le ministre de l'intérieur. A onze heures et demie, M. Voisin est revenu à la place Saint-Georges et a remis à M. Calmon, seul présent, la note suivante :

"Le gouvernement, pour rendre un hommage solennel à la mémoire de M. Thiers, s'est empressé de rendre un décret aux termes duquel les funérailles seraient faites par les soins et aux frais de l'Etat.

"Mme Thiers, en recevant le texte du décret et le rapport qui le précédait, a fait parvenir au président de la république que l'expression de ses remercîments.

"Le gouvernement a la volonté de tenir le plus grand compte, pour les différents détails de la cérémonie, des désirs exprimés par Mme Thiers. Mais, dans la note qui lui a été remise, il y a deux points auxquels il a le regret de ne pouvoir adhérer :

"1° Les frais des funérailles faites par l'Etat doivent demeurer à sa charge ;

"2° L'ordre du cortége, dans les cérémonies officielles, est déterminé par des lois, arrêtés et règlements en vigueur, et le gouvernement ne peut abandonner à personne le soin de les faire exécuter. Il ne peut donc consentir à ce que Mme Thiers reste maîtresse du cortége.

"Le gouvernement sera heureux de déférer aux autres désirs exprimés par Mme Thiers dans la note qui lui a été remise en son nom."

Rendez-vous a été pris pour aujourd'hui, onze heures et demie, afin de faire connaître les intentions définitives de Mme Thiers. En effet, Mme Thiers, assistée de MM. Mignet, Jules Favre, Barthélemy-Saint-Hilaire et Calmon, a donné lecture à M. Voisin d'une seconde et dernière note ainsi conçue :

"Pour qu'il ne puisse pas y avoir de difficulté au dernier moment, et que, de part et d'autre, on puisse prendre les dispositions avec sécurité, la famille déclare qu'elle n'a jamais entendu se soustraire à l'observation des règlements, ni s'immiscer dans les attributions légitimes du gouvernement.

"Voici les points essentiels qui la préoccupent :

"1° La famille désignera seule les personnes qui tiendront les coins du poêle et qui prononceront des discours. Ces discours ne sera prononcé en dehors de ceux que la famille aura autorisés.

"2° Les anciens membres de la dernière Chambre (et de toutes les Assemblées dont M. Thiers a fait partie) occuperont la place qui est ordinairement attribuée à la Chambre des députés.

"Si le gouvernement ne croyait pas pouvoir accepter cette disposition, on demande de que les corps constitués conservent la droite de l'église et que la gauche soit réservée à la famille et aux anciens membres des Assemblées et aux députations qui auront été organisées.

"3° Les membres des anciennes assemblées et des députations auront leur place marquée dans le cortége.

"4° Mme Thiers insiste de la manière la plus formelle pour payer elle même les frais de la cérémonie.

"Cependant, si le gouvernement persévère dans le refus qu'il a déjà fait, Mme Thiers, pour éviter toute discussion et toute difficulté, déclare qu'elle donnera le montant de la dépense aux pauvres de la ville de Paris."

M. le préfet de police a déclaré qu'il avait ordre de ne recevoir qu'une réponse affirmative ou négative, et il a refusé la note qui lui était présentée.

Mme Thiers reste donc désormais seule chargée du soin des funérailles.

Signé : B. SAINT-HILAIRE, MIGNET, JULES FAVRE, CALMON.

Paris, 6 septembre 1877.

Nous lisons dans le *Temps* :

Hier jeudi, l'Académie française, après avoir entendu quelques paroles émues de M. Duvillier-Fleury sur la mort de M. Thiers, a levé la séance en signe de deuil. En l'absence de M. Ollivier, directeur actuel, M. Cuvillier-Fleury, qui le remplaçait au fauteuil, a proposé à l'Académie, avant de se séparer, de choisir celui de ses membres qui la représenterait aux funérailles de M. Thiers.

Sachant que la famille de l'illustre mort avait désigné conjointement MM de Sacy et Cuvillier-Fleury, et que ce dernier s'efaçait devant son ancien, l'Académie a chargé M. de Sacy de porter la parole et son nom sur la tombe de M. Thiers.

M. Giraud, membre de l'Institut et grand ami de M. Thiers, a été chargé par la famille de demander à M. l'archevêque de Paris l'autorisation de faire les obsèques de l'ancien président de la république à l'église de la Madeleine, dont l'intérieur et les abords répondent par leur étendue à l'affluence probable des assistants.

M. l'archevêque a répondu que si les obsèques avaient eu lieu aux invalides, il aurait offert lui-même, mais que du moment où le gouvernement était désintéressé dans la question, il ne jugeait pas à propos de le faire et de plus qu'il ne permettrait aucun changement de paroisse.

Dans la soirée, un maître des cérémonies de l'administration des pompes funèbres est venu s'entendre avec Mme Thiers, le général Charlemagne et M. Calmon pour les dispositions définitives de la douloureuse cérémonie.

Des places seront réservées dans l'intérieur de l'église Notre-Dame-de-Lorette, aux membres de l'Institut, aux sénateurs, aux anciens membres des Chambres dont M. Thiers a fait partie, aux conseillers généraux de la Seine, aux délégations départementales et aux amis de la famille.

Nous empruntons au *Figaro* les informations suivantes :

Mme Thiers a fait avertir le clergé de Notre-Dame-de-Lorette qu'elle désirait assister, sans être vue, au service funèbre, et on s'est empressé de disposer pour elle quelques sièges dans la petite chapelle du sacré cœur. Elle entrera et sortira par la petite porte latérale qui donne sur la rue Bourdaloue.

Il a été décidé que le cortége, pour se rendre à l'église suivrait la rue Notre-Dame de Lorette, la rue Saint-Lazare et la rue Bourdaloue, et qu'après la cérémonie, il irait de l'église au cimetière par la rue Le Peletier, les grands boulevards, le boulevard Voltaire et la rue de la Roquette.

Le char qui servira en cette circonstance n'a été sorti que cinq fois : pour les obsèques de M. de Morny, de M. Billault, de M. de Persigny, de M. Ricard et de M. Blanc, directeur des jeux de Monaco. Il est orné de quatre grandes statues, attelé de six chevaux, tenus en mains par des piqueurs.

LE CORTÉGE.

En prévision de la foule qui certainement viendra suivre le convoi, M. Calmon, chargé de tous les détails extérieurs, a fait faire des cartes d'admission dans l'église et au cortége. Elles sont de couleurs et de formes différentes. En voici la nomenclature :

Sénateurs : bleues.
Anciens députés : vertes.
Institut : rosee.
Conseils généraux et municipaux : lilas.
Amis et invités de la famille : jaunes.
Députations diverses : orangées.

Voici maintenant quel est l'ordre du cortége :

Porteurs des ordres et décorations.
Maîtres des cérémonies.
Famille.
Maîtres des cérémonies.
Sénateurs.
Anciens députés.
Académie française.
Académie des sciences morales et politiques.
Les trois autres classes de l'Institut.
Conseil général de la Seine.
Députations de divers conseils généraux et de conseils municipaux par ordre alphabétique.
Délégation d'Anzin.
Délégations diverses.
Invités.

Les cordons du poêle seront tenus par MM. Silvestre de Sacy (Académie française), Vuitry (Académie des sciences morales), Infante, Martel, Jules Simon, Jules Favre, amiral Pothuau (anciens ministres), Jules Grévy (ancien président de la Chambre).

Au cimetière, cinq discours seront prononcés par MM. Grévy, Jules Simon, Silvestre de Sacy, Vuitry et l'amiral Pothuau.

On remarquera que dans l'ordre du cortége ne figurent pas les membres du corps diplomatique.

La plupart des souverains étrangers avaient cependant, dès le premier jour, manifesté l'intention de faire représenter aux funérailles de l'ancien président de la République. Mais, nous croyons que la cérémonie ayant cessé d'être officielle, dans les circonstances qu'on connaît, les représentants des puissances ont cru devoir n'y assister que comme personnages privés et ils prendront rang dans "les députations diverses", à côté de M. Andrieux de Lyon, des délégués d'Alsace Lorraine et des étudiants de l'Ecole de médecine, de l'Internat des hôpitaux, de l'Ecole de droit, de l'Ecole de pharmacie, de l'Ecole des beaux-arts, de l'Union franco-slave, de la jeunesse, de la Conférence Molé-Tocqueville, de la Conférence Marie, de la Conférence Henrion de Pansey, de la Conférence libérale et de la Conférence Rossi. Les jeunes gens des Ecoles et des Conférences ont été avisés hier, qu'on se réunirait une heure avant la cérémonie, à la place Vintimille, pour se rendre place Saint-Georges.

LE SERVICE D'ORDRE.

C'est M. Girard, officier de paix du neuvième arrondissement, à qui était confié le service d'ordre du quartier Saint-Georges, depuis l'arrivée du corps, qui commandera ce matin toute la brigade de gardiens de la paix chargée du service depuis la maison mortuaire jusqu'à l'église Notre-Dame de Lorette et tous les abords.

Dès sept heures du matin, l'église Notre-Dame-de-Lorette sera évacuée et mise à la disposition de la famille.

Tous les officiers de paix sont de service. Environ deux mille gardiens de la paix seront sur pied.

Les honneurs militaires seront rendus au grand'croix de la Légion et à l'ex-Président de la République par trois bataillons d'infanterie et des détachements de cavalerie et d'artillerie.

La garde de Paris à cheval fera le service d'ordre conjointement avec les gardiens de la paix. A l'entrée du pont de Voltaire, trois compagnies de gardes de Paris à pied maintiendront l'ordre. Aux abords de l'avenue qui conduit au Père-Lachaise et aux portes du cimetière, deux bataillons d'infanterie seront massés pour empêcher tout désordre.

Hier quelques individus munis d'une pancarte, se sont présentés dans un certain nombre de magasins, invitant les négociants à fermer pendant les obsèques. Aux Halles, la même manœuvre s'est produite : "Il n'y a pas de marché demain, disaient les émissaires, qui cependant n'ont fait que répéter les instructions officielles.

On dit aussi que plusieurs grandes usines de la Villette et de nombreux ateliers dans Paris seront fermés, les ouvriers ayant annoncé qu'ils suspendraient leur travail.

LA CHAPELLE ARDENTE.

Malgré la pluie torrentielle, la foule a continué hier, pendant toute la journée, à défiler sur la place Saint-Georges, aux abords de l'hôtel de M. Thiers.

La queue, suivant la rue Saint-Georges, a dépassé constamment la rue d'Annaie.

Beaucoup de visiteurs étaient des étrangers. Souvent après que le cercueil était exposé, étaient revenus.

On pénétrait dans l'hôtel par groupes de quinze à vingt personnes. Une fois dans la cour, on prenait la file et on passait un à un devant le cercueil pour sortir par la porte de gauche.

Malgré la lenteur avec laquelle le défilé s'accomplissait, le plus grand calme n'a cessé de régner et nous n'avons entendu que fort peu de réclamations.

M. Gambetta, pour la première fois depuis la mort de M. Thiers, s'est présenté hier soir, vers six heures, à l'hôtel de la place Saint Georges et a été reçu par Mme Thiers.

Le comte de Paris est arrivé hier dans la journée ; il a tiré sa carte, l'a cornée et a prié le concierge de dire qu'il était venu lui-même l'apporter.

Pour avoir pris rang pour voir l'exposition comme tout le monde.

Sous un catafalque entouré de lumières était le cercueil. Sur le drap noir lamé d'argent, qui le recouvrait, on avait placé le grand cordon de la Légion d'honneur, plusieurs bouquets, des rubans tricolores et une immense couronne d'immortelles offerte par la ville de Troyes.

MANIFESTE
DU MARÉCHAL MAC-MAHON.
AU PEUPLE FRANÇAIS.

Une dépêche de Paris du 19 donne la traduction du manifeste attendu qui a paru le matin dans le *Journal officiel* ; voici la traduction de cette version anglaise.

Français !

Vous allez être appelés à choisir vos représentants à la Chambre des Députés. Je ne prétends pas exercer une pression sur vos choix, mais je me crois tenu de dissiper tous les doutes au sujet de ce que vous êtes sur le point d'accomplir.

Ce que j'ai fait, le voici : pendant les quatre dernières années, j'ai maintenu la paix, et la confiance personnelle dont m'honorent les souverains étrangers me permet de rendre chaque jour nos relations avec toutes les puissances de plus en plus cordiales.

A l'intérieur, l'ordre public n'a jamais été troublé un seul instant, grâce à la politique de concorde qui a rallié les hommes dévoués avant tout à leur pays. La prospérité publique, arrêtée momentanément par nos malheurs, a repris son essor. La richesse générale s'est accrue malgré les lourds fardeaux que supportent les populations, le crédit national a été raffermi et la France paisible et confiante a la fois voit son armée reconstituée sur une nouvelle base et toujours digne de respect.

Un danger cependant, menaçait de compromettre ces grands résultats. La Chambre des députés, reposant chacune pour la conduite des hommes modérés et de plus en plus dominée par les chefs avoués du parti radical, a fini par oublier la part d'autorité qui m'appartenait, et que je ne pouvais laisser amoindrir sans compromettre à vos yeux et à ceux de l'histoire l'honneur de mon nom, tandis qu'en même temps elle contestait l'influence légitime du Sénat.

La Chambre des Députés ne visait à rien moins qu'à substituer à l'équilibre nécessaire des pouvoirs publics établis par la Constitution, le despotisme d'une nouvelle Convention. Il n'était plus possible d'hésiter. Dans l'exercice de mon droit constitutionnel, et avec l'assentiment du Sénat, j'ai dissous la Chambre des Députés.

C'est maintenant à vous à parler. On vous dit que je cherche à renverser la république, mais vous ne le croirez pas. La Constitution est confiée à ma garde et je la ferai respecter.

Ce que j'attends de vous, c'est l'élection d'une Chambre qui s'élevant au-dessus des rivalités de parti, s'occupera avant tout des affaires du pays. Aux dernières élections ceux qui se proclamaient alors mes partisans ont abusé de mon nom. Il n'ont cessé de me faire opposition. Il y a des gens qui vous parlent encore de leur dévouement à ma personne et qui affirment qu'ils n'attaquent que mes ministres. Ne soyez pas dupes de cet artifice. Pour le déjouer mon gouvernement désirera parmi les candidats ceux qui seuls seront autorisés à faire usage de mon nom.

Vous aurez naturellement à peser la portée de vos votes.

Des élections favorables à ma politique faciliteront la marche régulière du gouvernement existant. Elles affirmeront les principes d'autorité sapés par la démagogie et elles assureront le bon ordre et la paix.

Des élections hostiles aggraveraient le conflit entre les pouvoirs publics, en même temps qu'elles entraveraient la marche des affaires et maintiendraient l'agitation ; et la France, au milieu de ces nouvelles complications, deviendrait pour l'Europe un objet de défiance.

Quant à moi, mon devoir grandirait avec le péril. Je ne pourrai ni devenir l'instrument du radicalisme, ni abandonner le poste auquel la Constitution m'a placé. Je resterai pour défendre les intérêts conservateurs, avec l'appui du Sénat, et je protégerai énergiquement les fidèles serviteurs publics, qui, dans un moment difficile, ne se seraient pas laissé intimider par de vaines menaces.

Français !

J'attends avec une entière confiance la manifestation de vos sentiments. Après tant d'épreuves la France désire la stabilité, l'ordre et la paix, et, avec l'aide de Dieu, nous assurerons au pays ces bienfaits.

Vous écouterez la parole d'un soldat qui ne sert aucun parti, ni la révolution ni un passé rétrograde et qui n'est guidé que par son amour du pays.

Maréchal DE MAC-MAHON,
Duc de Magenta.

Par le Président de la République : le ministre de l'intérieur,
DE FOURTOU.

DEPECHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE
LA GUERRE EN ORIENT.

Londres, 23—Le correspondant du Daily News télégraphie du quartier général russe qu'il n'y a pas tant de découragement qu'on veut bien le dire. Les officiers reconnaissent qu'ils ont été battus, mais ils disent que c'est autant par leur faute que par la bravoure des Turcs.

Il n'y a pas le moindre signe d'hésitation ou de faiblesse et la détermination bien arrêtée est de continuer la guerre jusqu'à la dernière extrémité. Il n'y a pas de doute sur le triomphe final. Tous les préparatifs sont faits pour la campagne d'hiver.

Une dépêche de Pera au Daily Telegraph, en date de vendredi, dit qu'un télégramme qui vient d'être reçu au département de la guerre annonce que Méhémet Ali a commencé une série de batailles importantes. Les Turcs s'avançaient rapidement lorsque le courrier a quitté Shumla le matin.

Le Standard dit qu'on annonce que quatre maisons de commerce de Londres ont été invitées à faire des offres pour la construction de cabanes en fer devant suffire à cent mille soldats russes, près de Bucharest.

Vienne, 22 sept—Une dépêche de Bucharest à la correspondance politique dit que toutes les troupes régulières à Widdin ont reçu l'ordre de se rendre en toute hâte à Plevna.

La conférence Bismarck et d'Andrassy.

Vienne, 22—La Presse dit qu'il n'y a pas eu d'engagement formel entre le prince Bismarck et le comte Andrassy, mais qu'ils sont parfaitement d'accord quant à la question d'Orient. Tel a été le résultat de la conférence.

La bataille de Bidia.

Londres, 23—Il n'y a pas eu de rapport officiel encore relativement à la bataille que l'on dit avoir eu lieu hier à Bidia.

Vienne, 22.—Une dépêche spéciale de Bucharest à la Correspondance Politique rapporte qu'il y a eu une bataille sérieuse mais non décisive, qui a duré deux jours, entre l'armée du Czarovitch et celle de Mehemet-Ali. Les Russes occupent toujours Bidia.

Selon un autre rapport les Russes auraient transféré leur quartier général à Sistova.

Vienne, 23.—Osman Pacha a attaqué la redoute de Grevica, jeudi soir, mais il a été repoussé avec des pertes considérables.

FRANCE.

Une dépêche de Paris à l'agence de Reuter dit qu'il n'est pas probable qu'un procès soit intenté au Journal des Débats.

Une nouvelle singulière.

Le secrétaire du préfet de police est parti pour surveiller les mouvements du prince Louis Napoléon, que l'on dit être à la frontière Belge.

Le procès de Gambetta.

Paris, 22 sept.—Le second jugement de M. Gambetta, sur son opposition au premier jugement qui le condamne par défaut à trois mois d'emprisonnement et à deux mille francs d'amende, a eu lieu aujourd'hui. Son avocat a plaidé l'incompétence du tribunal, mais le tribunal a repoussé l'allégation en se déclarant compétend. Le premier jugement a donc été confirmé.

Les élections du 14 octobre.

Le journal officiel publie un décret ordonnant des élections pour les membres de la Chambre des Députés, le 14 octobre, et convoquant la Chambre des Députés en session extraordinaire pour le 7 novembre.

Le manifeste posthume de M. Thiers.

Le manifeste à la nation, trouvé au milieu des papiers de M. Thiers, sera publié jeudi. Les journaux conservateurs nient déjà l'authenticité du document.

ROME.

Londres, 22.—Le correspondant du Times à Rome télégraphie que contrairement à l'attente générale le Pape a nommé *camerlingo*, non pas le cardinal Panibianco, mais le cardinal Pecci. Le cardinal Panibianco pourrait donc devenir le prochain Pape, car il est sans prédécent qu'un camerlingo ait été choisi comme Pape.

CUBE.

Havane 23—Le capitaine général Jovellar partira ce soir pour Cardenas, afin d'avoir une conférence avec Martinez Campos.

WASHINGTON.

Washington, 22—Le secrétaire Sherman télégraphie à l'Evening Post de New York qu'il est faux qu'il soit un candidat pour la place de sénateur des Etats-Unis.

Le secrétaire Schurz permettra au comité de son département d'aller voter dans l'Etat de Ohio.

Les membres du syndicat ont eu une consultation hier après-midi, avec le secrétaire de la Trésorerie et avec d'autres employés du département.

Les comptes de l'emprunt de 4½ pour cent sont été clos. Le montant total de $200,000,000, dont 185,000,000 dans un but d'amortissement, et 15,000,000 dans un but de rédemption, paraîtra dans le prochain tableau de la dette.

On dit que le sénateur Morton va mieux et qu'il a repris courage.

Le maître de poste général Key revient mardi soir.

On pense qu'outre l'allocation pour l'armée le Président demandera au congrès, à sa session extraordinaire, de voter une allocation pour la défense du Mexique, et une autre allocation pour couvrir les frais de correspondance avec les Etats où il y a eu des grèves. On prépare des tableaux démontrant ces besoins soumis au Président aussitôt son retour.

Indications atmosphériques.

Washington, 22.—Pour les Etats à l'Ouest du Golfe, baromètre stationnaire, vent passant du nord au sud-est, temps clair ou partiellement couvert.

Tableau des banques.

New York, 22 après midi.—Les emprunts ont augmenté de $125.000 ; les legal Tenders ont diminué de $1,500.000 ; les dépôts ont diminué de $1,875,000 ; les sonds de réserve ont diminué de $1,500,000.

Meeting anti-chinois.

San Francisco, 22.—Une assemblée des travailleurs sans emploi a été tenue aujourd'hui à Union Hall. Des discours violents ont été prononcés contre les Chinois, et il a été proposé que les ouvriers s'organisent et s'arment afin de contraindre le gouvernement à expulser les Chinois du pays, en dépit du comité de salut public, de la police et de la milice.

Un grand mass meeting en plein air a été convoqué pour demain, dimanche, et il est question d'avoir bientôt une parade dans les rues.

Le président Hayes à Atlanta.

Atlanta, Gie., 22 sept—Le Président est arrivé à sept heures ce matin et est descendu à Markham House. Après le déjeuner, vers dix heures, le maire Augier a souhaité la bienvenue au Président au nom de la ville, et le gouverneur Colquitt, au nom de l'Etat. Une foule de dix mille personnes était massée devant Markham House.

Le gouverneur Colquett a pris la parole et a souhaité la bienvenue à l'illustre visiteur au nom du peuple de la Géorgie. Il dit qu'il accueillait le président Hayes comme un pacificateur, qui a déjà détruit bien des préjugés et bien des idées fausses et qui pourrait son œuvre de réconciliation et de paix ayant pour but d'unir étroitement l'ouest, le sud et le nord.

Les efforts du Président n'ont pas été vains, en tant qu'il s'agit, du moins, du Sud en général et de la Géorgie en particulier.

Le Sud est encore une fois uni, il est vrai, mais uni pour demander la concorde et la paix.

Honneur donc au Président qui a servi de cheville ouvrière à l'œuvre de réconciliation. Le monde entier, qui a assisté à la guerre civile qui a bouleversé ce pays, a maintenant les yeux fixés sur le Président Hayes, qui vient rétablir la paix et qui fera renaître la prospérité et la confiance.

Le président Hayes a dû refuser de visiter Augusta, mais a dit qu'il ferait de son mieux pour pousser jusque là en hiver.

La fièvre jaune à Normandine.

Jacksonville, Floride. 22—L'épidémie n'est pas enrayée à Fernandina. Une dépêche spéciale du Sun and Press dit qu'il y a eu cinq décès depuis le dernier rapport. Parmi les victimes de la journée se trouve de la Mercie. Il y a beaucoup de nouveaux cas, dont quelques-uns sont dangereux. On demande des médecins de Jacksonville.

La perte du steamer Diego.

New York, 23 sept.—Le steamer Diego, qui a brûlé en mer, était un navire espagnol de 2779 tonneaux et était évalué à $150,000. Il avait été construit en 1865 et sa cargaison se composait de 379 balles de coton, 1088 barils de farine, 183,768 livres de lard, 263 boucauts de bœuf, 219 barils de porc, 24,098 boisseaux de blé, 710,290 livres de bacon, 305 boucauts de tabac et 188 balles de cuir.

BULLETIN MARITIME.

Perte d'un steamer américain.

Londres, 22—Le steamer américain Diégo, allant de New York à Liverpool, a brûlé en mer.

Passe Sud-Ouest, 22.—Arrivé le navire Sandusky, capitaine Lowden, 61 jours de Plymouth, Angleterre, à A. K. Miller & Co. Parti la goélette Gertrude Howe.

Port Eads, 22.—Arrivés : le steamer New Orleans, capitaine Dearborn, de New York, à A. Monilon ; le navire américain J. A. Thompson, capitaine Thompson, 56 jours de Liverpool, à Decan & Cie.

Pas de départ.

Bulletin financier de Londres.

Londres, 22—Le journal "Economiste" dit qu'il y a certains signes qui indiquent qu'on peut s'attendre à une reprise des affaires. Les retours du comptoir d'Echange, qui depuis trois ans montraient une baisse laissent voir maintenant un peu d'amélioration jusqu'à la fin de juillet. Cette amélioration cependant est trop récente et indistincte pour qu'on puisse en former encore une opinion précise.

Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'on a lieu d'espérer que l'avenir sera meilleur.

Le taux de l'escompte est à ½ pour cent au dessous de la semaine passée, les billets de banques à trois mois étant cotés à 2¾ pour cent. Le taux des billets de commerce n'a pas varié d'une manière sensible.

L'argent est abondant à de courtes échéances et le taux ne dépasse pas deux pour cent.

On presse la vente des sécurités des Etats-Unies ; prévision d'une demande pour du comptant.

A la Bourse vendredi, il y avait une baisse marquée dans le Rouble d'argent russe, qui est coté à 97¼. L'argent continue à être offert, mais n'est pas pour le moment en très grande demande pour l'Inde.

Il y a eu généralement pendant la semaine une tendance à la baisse pour toutes les valeurs, excepté les valeurs turques. Cela est dû principalement à l'insuccès des Russes devant Plevna. Les fonds anglais ont très peu varié, pas du tout pour ainsi dire.

Marchés Etrangers.

Londres, 21 sept., après-midi—Consols 95 13 16 ; Erie 11.

1:30 P. M.—Erie 10¾.

Paris, 22 sept., 1:30 P. M.—Rentes 105 fr. 85c.

Liverpool, 22 sept., après-midi—Coton calme et sans changement ; Middling Uplands 6 5 16d., Middling Orleans 6 7 16d. ventes 7,000 balles. Recettes nettes consolidées 3000. Pas d'exportations.

BULLETIN FLUVIAL.

Vicksburg, 22 — Montant, le City of Vicksburg et le Pargond.

Shreveport, 22—Parti, le Shenck, Caire, le P. Greer, Cincinnati, le Ste. Geneviève, St. Louis, le Kate Hooper, rivière Ars.

Cincinnati, 22—Rivière, 6 pieds 1 pouce —baissant.

Pittsburg, 21—Rivière, baissant. 16 pouces.

Evansville, 22—La rivière baisse.

Cairo, 22—Arrivé, Golden City, N. Orléans. Fleuve, 5 pieds 11 pouces—station naire.

Louisville, 22—3 pieds 9 pouces dans le canal.

St. Louis, 22—Partis, le Mollie Moore, N. Orléans ; le Maude, Vicksburg.

RÉPUDIATION DE LA DICTATURE.—L'un des principaux organes du ministère français, le *Moniteur universel*, proteste contre toute pensée d'un établissement du gouvernement personnel. "Un de nos adversaires de la presse quotidienne, dit ce journal, veut bien reconnaître que jamais l'éventualité de "l'établissement du pouvoir dictatorial d'un maire" n'est entrée dans notre pensée. Nous n'hésitons pas moins de sa loyauté et de son bon sens. Mais ce n'est pas seulement toute pensée de dictature et de coup d'Etat que repousse la France, mais encore celle de grand honnête homme et de cet illustre soldat qui s'appelle le duc de Magenta, c'est encore toute comparaison. Le maréchal ne peut pas plus ressembler à un prince ou à un Vincennes, d'Yvetot, de Châteliersault et de Grignon !"

Il y a désormais deux noissonneuses connues : la Wood, présentée par la maison Pilter, et la Gordon-Russell, présentée par la maison Osborne. Une figure et des démonstrations techniques permettraient seules de se rendre un compte exact du mécanisme de la dense Wood ; nous nous bornerons à dire que la récolte, une fois coupée par la moissonneuse, se trouve posée sur un plan incliné latéral, au haut duquel elle est enlevée par deux couronnes munies de crochets. Elle est reçue alors par deux lames d'acier flexible, et le gerbe se forme.

Aussitôt débauchée, la gerbe est saisie de toutes les parts par deux grands crochets de fer arrondis qui l'entourent d'un fil de fer dont les deux bouts sont tordus en un instant par un appareil spécial. Encore un mouvement donné par une patte, et voici la gerbe faite et rejetée sur le champ, à 1 mètre de distance, pendant que la lieuse reprend son travail sans s'interrompre. Pour le lien en fil de fer, la dépense est de 3 fr. par hectare, c'est à dire beaucoup moins considérable que pour les liens de paille de seigle.

Sauf les divergences de détail, nous retrouvons les mêmes membres dans la lieuse Gordon Russell ; mais cette dernière, au dire de tous, a manœuvré plus régulièrement ; elle a moins de tendance à égréner, et elle pose la gerbe doucement, au lieu de la lancer à distance, comme le fait la Wood. Dans l'une comme dans l'autre, l'ingénieux mécanisme a été fort admiré. Des maintenant le problème est résolu. Les modifications, les perfectionnements de feront peu à peu ; n'oublions pas qu'il a fallu vingt années pour arriver au type de la moissonneuse, qui paraît désormais fixé.

—On a récemment découvert, en Italie, un procédé pour dégager le pétrole à chauffer les machines à vapeur. L'amiante, qui a la propriété de résister à l'action du feu, est le corps qui sert à brûler le pétrole dans la chaudière. On fait arriver l'huile minérale à la surface d'un lit d'amiante ; elle y brûle et la flamme conductibilité calorifique de l'amiante maintien au-dessous de la couche en combustion la température assez basse pour que le papier ne puisse y prendre feu. La chaleur est ainsi concentrée toute entière à l'intérieur du foyer.

On peut, du reste, fabriquer avec l'amiante une enveloppe inaltérable au feu, et qui forme un isolant parfait. On l'applique à l'extérieure de la chaudière et sur les parties extérieures qu'il est inutile de chauffer. On peut poser la main sur les endroits garnis d'amiante, sans souffrir de la chaleur.

On sait, en outre, des expériences avec ce nouveau mode de chauffage, et l'on a obtenu d'excellente résultats. Ces essais sont importants pour l'industrie, qui trouverait un débouché utile à un produit que la nature continue de fournir avec une extrême abondance.

A ce propos, nous pouvons rappeler qu'un procédé presque analogue a été présenté, en France, lors de l'Exposition internationale maritime du Havre, en 1868, et a valu à l'un de nos concitoyens une médaille d'or. Nous croyons savoir que le système récompensé n'a jamais été expérimenté pratiquement en France.

La paroisse de la Baie du Febvre compte parmi ses habitants une centenaire du nom de Marie Anne Duperron, veuve de feu Joseph René, née en 1768, et qui a par conséquent 109 ans ; elle est encore alerte et peut veiller aux soins de sa maison. C'est la personne la plus âgée des environs. Elle compte de nombreux descendants.

Il y a en ce moment trois mille deux cents officiers français qui reçoivent une pension de l'Etat, pour blessures reçues dans la guerre de 1870 71.

LE NOUVEAU CHEF DE L'OPPOSITION FRANÇAISE.—Le *Nord*, qui soutient la candidature de M. Grévy au rôle de chef de parti, avoue que les rapports de l'ex président de l'Assemblée ne sont peut-être pas des plus intimes ni avec M. Gambetta ni avec M. Jules Simon, mais il ajoute que tout peut s'arranger.

M. Gambetta avait oublié en se rapprochant de M. Thiers ses petite griefs personnels, pour ne se préoccuper que de l'intérêt du parti républicain. Rien n'autorise à croire qu'il ne fasse pas preuve du même désintéressement, de la même abnégation dans ses rapports avec M. Jules Grévy.

Dans un cas comme dans l'autre, il lui a fallu et il lui faut, d'ailleurs, compter avec l'opinion publique, qui ne lui pardonnerait pas de susciter des divisions funestes aux institutions républicaines.

Et lui-même ne saurait douter que quand M. Jules Grévy insistait à Vouziers pour la réunion d'une Assemblée nationale, comme quand il s'opposait l'année dernière, par l'intermédiaire des membres de la gauche dociles à ses conseils, aux projets de M. Gambetta pour fondre tous les groupes de la majorité républicaine en une "Assemblée plénière", il était uniquement déterminé par la conviction que la résistance et l'initiative de M. Gambetta allaient à l'encontre de l'intérêt républicain.

J'ai entendu aussi exprimer le doute que M. Jules Grévy fût trouver un concours très empressé et très sincère chez M. Jules Simon, avec lequel il s'est le plus souvent trouvé en dissentiment sous l'Empire au Corps législatif. Certainement, ce n'est un mystère pour personne que les relations de M. Jules Grévy et de M. Jules Simon, sont récemment encore alors que ce dernier était président du conseil des ministres, étaient loin d'être cordiales.

Mais M. Jules Simon a aujourd'hui une situation trop établie pour être de son intérêt ministériel pour pouvoir porter le moindre embrage à M. Jules Grévy, et, dans ces conditions, il n'y a nulle raison de croire qu'il sera moins maléable pour M. Grévy qu'il ne l'a été pour M. Gambetta, avec lequel il avait été longtemps en état d'antagonisme aigu.

On remarquera que ni le *Temps*, ni la *République française*, ni le *Journal des Débats* n'ont encore fait aucune allusion au rôle qu'on semble vouloir réserver à M. Grévy. Ces journaux se contentent de répéter qu'ils continueront la politique de M. Thiers, telle qu'il l'avait résumée dans une allocution prononcée quelques jours avant sa mort et où il insistait sur la nécessité de maintenir la République conservatrice.

—Il y a à Carlsbad (Bohême), rapporte *Paris Journal*, un restaurateur en renom qui fait la cuisine pour la gloire, et dont l'ambition consiste surtout à réunir des autographes.

Depuis l'on qu'un homme d'importance lui est signalé par son premier garçon, il se hâte d'endosser l'habit noir et de se présenter, un album à la main, avec prière à l'auguste convive d'y inscrire son nom.

M. de Rothschild, de Paris se contente d'y inscrire : "R. de Paris."

Quelques jours de là, M. le baron Oppendheim, le richissime banquier de Cologne, s'installa au salon du restaurateur, qui, vite, lui présenta son inévitable album. Après l'avoir feuilleté, l'attention du baron rhénan s'arrêta sur : R. de Paris.

—Que signifie cette abréviation ? dit-il au restaurateur.

—Monsieur le baron, répondit celui-ci, c'est la signature de M. le baron de Rothschild, de Paris.

—Parbleu ! dit M. Oppenheim, ce que Rothschild peut, je le puis aussi !

Et il inscrivit sérieusement : "O. de Cologne !"

A défaut du mérite de l'inédit, cette aventure a celui d'être toujours amusante.

BULLETIN FINANCIER.

Samedi soir, 22 septembre 1877.

Comptoir d'Echanges (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances.
22 sept.